

Conseil général

La CGT fustige le blocage des CRS lors de la dernière séance

LES ÉLUS de l'opposition avaient marqué leur indignation le 24 mars lors de la séance du conseil général, après que l'accès à l'hôtel du département eut été bloqué par des CRS pour empêcher l'entrée de manifestants anti-CPE. Dans une lettre ouverte adressée ces jours-ci au président du conseil général et ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy, le syndicat CGT des personnels de Nanterre revient sur le cafouillage qui avait eu lieu aux portes du bâtiment, en déplorant l'attitude des policiers.

« En début d'après-midi, alors que les conseillers généraux des groupes communiste, socialiste et vert accompagnaient une délégation d'étudiants que vous deviez recevoir, les CRS ont interdit l'entrée du conseil général (...) et personne ne pouvait entrer », rappelle la CGT.



HOTEL DU DÉPARTEMENT, LE 24 MARS. Dans une lettre ouverte adressée au président du conseil général et ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy, le syndicat CGT des personnels de Nanterre revient sur le cafouillage lors de l'arrivée de manifestants. (LP/S.M.)

« Ni voyous ni casseurs » parmi les manifestants

« Les agents venaient reprendre leur travail, les conseillers généraux venaient reprendre le cours des débats et les étudiants venaient vous rencontrer », ajoute le syndicat qui précise qu'il n'y avait ce jour-là « ni voyous ni casseurs » parmi les manifestants.

« Les protestations s'amplifiant, les CRS se sont montrés agressifs », affirme la secrétaire générale du syndicat qui juge que leur attitude « a été disproportionnée face à l'événement ». « Jusqu'à 14 h 30, les mêmes CRS circulaient dans l'hôtel du dé-

partement, notamment au niveau de la cafétéria, choquant par leur présence de nombreux personnels, souligne Maïté Demarty. Nous n'avions jamais vu cela au conseil général et cela ne doit pas se reproduire. »

« C'est un événement qui ne mérite pas qu'on lui donne autant de poids, relativise Jacques Gautier, vice-président du conseil général. Sans savoir au départ qu'ils étaient élus, les CRS ont vu arriver des gens qui accompagnaient des manifestants et qui insistaient en poussant pour entrer. La séance du conseil gé-

néral est évidemment ouverte au public mais on ne peut en aucun cas accepter de faire entrer des personnes brandissant des banderoles qui viendraient perturber les débats des conseillers généraux. Nous ne pouvons siéger sous la contrainte. »

Jacques Gautier rappelle qu'une fois le calme revenu, il a reçu ce jour-là une délégation de personnels et de lycéens dont les revendications ont ensuite été transmises à Nicolas Sarkozy.

F.M.

Asnières

Blogs : constats d'huissier en série

LES CONSTATS d'huissiers sur les sites Internet et autres blogs de la ville se multiplient à Asnières. Une procédure obligatoire selon le maire, Manuel Aeschlimann... Ce qui n'est pas de l'avis de tout le monde. Lors du dernier conseil municipal, le MNR Hubert Massol, dont le site n'a pas été épargné, s'est d'ailleurs inquiété de ces pratiques : « Maintenant, quand on fait un blog, on est un délinquant, s'inquiète le mégrétiste. On fait un constat d'huissier par avance sur la

teneur des sites dans le but de faire un procès ensuite. Les Asnérois n'ont pas à faire les frais de vos suspensions ; d'ailleurs, c'est une mesure qui est susceptible d'être annulée par le tribunal administratif. »

Le socialiste Luc Bérard de Malavas a renchéri : « Quatorze constats d'huissier pour des sites Internet, c'est carrément des constats d'intimidation... Les élus et les associations qui émettent des critiques sur votre action municipale sont systématiquement attaqués. » Au budget

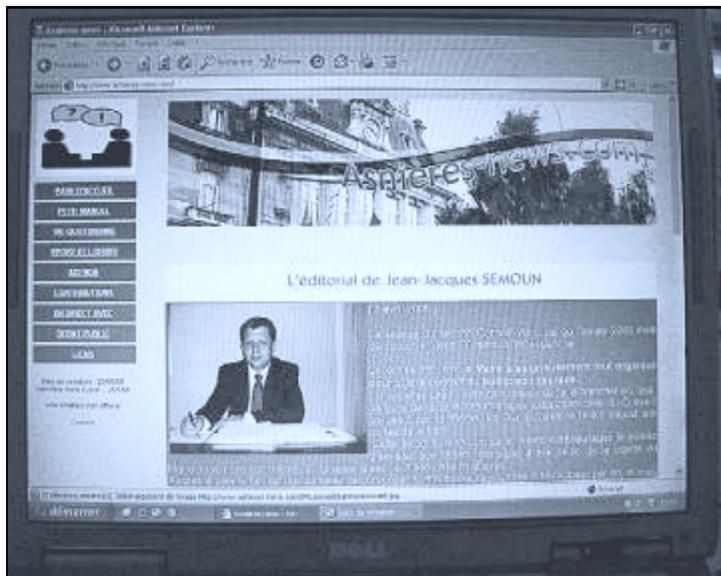
prévisionnel, 452 000 € auraient été inscrits pour les frais d'avocats et autres procédures selon Bernard Loth, directeur général des services. « Seules 24 décisions sur 55 sont de nature juridique », souligne encore Hubert Massol. Le maire contre-attaque en s'adressant à l'opposition : « On énumérera vos recours, il y en a beaucoup plus que ceux qu'on a fait contre vous, lâche Manuel Aeschlimann. Vous attaquez tous les conseils municipaux ; toutes les délibérations sont attaquées en justice. »

Les échanges entre élus se terminent rarement sans procès

À Asnières, les échanges entre les élus de l'opposition et ceux de la majorité lors des séances publiques des conseils municipaux se terminent rarement sans procès il est vrai. Les derniers à en avoir fait les frais sont Jean-Jacques Semoun, ex-adjoint au maire passé aujourd'hui dans l'opposition, et le conseiller municipal centriste Bruno Casari, qui viennent d'être assignés en justice par le directeur général des services, Bernard Loth, pour « outrage envers un fonctionnaire public ».

« Il y a une judiciaireisation de la politique à Asnières, s'inquiète à son tour le conseiller municipal PS Sébastien Pétrasanta. Quand ce ne sont pas les constats d'huissiers, ce sont les droits de réponse et les procès. »

MARISA FAION



Quatorze constats d'huissier pour des sites Internet et autres blogs concernant la ville ont été établis à la demande de la mairie, selon un élu socialiste. (LP/M.F.)

L'ACTU EN FLASH

BAGNEUX

La jeune mère espère un titre de séjour

TAYAT ATTIAPO saura très bientôt si un titre de séjour lui sera accordé. Cette jeune Ivoirienne de 31 ans, mère de deux petites filles scolarisées à Bagneux, a été reçue hier à la sous-préfecture d'Antony, accompagnée de trois personnes militant dans un comité de soutien. La jeune femme devait fournir des compléments d'information à son dossier de demande de régularisation. Le

rendez-vous avait été obtenu le 22 avril 2005 après une manifestation d'élus, de parents d'élèves et d'habitants de Bagneux qui s'étaient déplacés à Antony pour soutenir la jeune mère. Qui vit seule avec ses enfants, chez son beau-frère, depuis que son compagnon sans papiers a été expulsé vers le Cameroun en février. « Le rapport concernant M^{me} Attiapo doit être transmis au sous-préfet, rapporte Nicole Kandel, qui accompagnait hier matin la jeune femme. On devrait avoir une réponse dans les prochains jours. La balle est maintenant de leur côté. »



(LP/G.B.)

NANTERRE

Etudiants et postiers occupent le centre de tri



(LP/S.M.)

« L'YCÉENS, étudiants, chômeurs, postiers, c'est tous ensemble qu'on va gagner ! » entonnent les étudiants de Nanterre en arrivant devant le centre de tri de Nanterre pour soutenir les postiers en grève depuis deux jours. Quelque 150 lycéens, étudiants, enseignants et postiers, dont Olivier Besancenot, porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), ont bloqué le centre pendant près de deux heures, occupant la cour après avoir escaladé les grilles fermées avec chaînes et cadenas. Plusieurs établissements de la Poste ont été perturbés ces derniers jours, Rueil-Malmaison, Issy-les-Moulineaux, Boulogne ou encore Levallois-Perret. Selon Olivier Besancenot, ces actions devraient se poursuivre dans le département dans les jours qui viennent.

CHATILLON

Philippe Pemezec à la rencontre des habitants

DANS le cadre des visites qu'il effectue chaque semaine dans sa circonscription, Philippe Pemezec, député des Hauts-de-Seine, ira à la rencontre des résidents de Châtillon demain vendredi 7 avril. De 17 h 30 à 19 heures, aux alentours du centre commercial Vauban, au niveau du 128, avenue de Paris, il s'entretiendra de manière informelle avec tous ceux qui le souhaiteront et fera le point à la demande des riverains sur les problèmes spécifiques de leurs quartiers. Philippe Pemezec aura à sa disposition sa nouvelle permanence mobile qui permet de recevoir ses interlocuteurs en rendez-vous sur place.